

Questionnaire SACD

QUESTIONS

- **Estimez-vous ou non nécessaire de faire évoluer le Ministère de la Culture et de la Communication, dans son périmètre comme dans ses missions, pour tenir compte notamment de l'élargissement des modes de diffusion des oeuvres ?**

C'est une question importante. En même temps, Internet dépasse l'enjeu culturel. C'est un enjeu économique, stratégique de la première importance. Je réfléchis à la meilleure organisation.

- **Quelles ressources financières comptez-vous allouer au service public, notamment via la redevance audiovisuelle ?**

Pour donner des ressources nouvelles à l'audiovisuel public, je ne suis pas favorable à une augmentation du niveau de la redevance alors qu'il y a déjà trop de prélèvements obligatoires dans notre pays. Par suite, mon intention, si je suis élu, est d'augmenter les ressources publicitaires de l'audiovisuel public.

- **Vous engagez vous à préserver le financement de la diversité culturelle par l'audiovisuel ?**

Il est fondamental qu'un grand pays comme la France soit en mesure de proposer, d'abord à ses concitoyens, mais aussi au reste du monde, des programmes de qualité et des créations originales qui ne soient pas le simple décalque d'un format acheté à l'étranger. Je m'engage donc à préserver le financement du compte de soutien par les chaînes audiovisuelles.

- **Comptez-vous mettre en place une participation des recettes publicitaires générées sur Internet pour assurer le principe de neutralité technologique ?**

Il faut adapter la participation des diffuseurs de contenus au financement du cinéma et de la création audiovisuelle en prenant en compte les évolutions technologiques. La loi sur la télévision du futur a apporté une première réponse, en prévoyant une participation des FAI au fonds de soutien au titre de leur activité de distribution de programmes audiovisuels. Je pense que cette participation a vocation à s'accroître dès lors que, comme tout le monde le pense, Internet va confirmer son rôle de diffuseur de contenus culturels.

- **Avez-vous comme projet de faire évoluer les règles de diffusion et de financement du cinéma français ?**

Non : je compte défendre le système français de diffusion et de financement du cinéma auprès de nos partenaires européens et je ne veux pas que ce système soit affaibli. Il a plus que fait ses preuves. Je pense d'ailleurs que nombre de nos partenaires sont sensibles à l'idée de défense de la diversité culturelle et regrettent d'avoir abandonné leur cinéma. C'est pourquoi je suis confiant sur la pérennité des mécanismes français de protection de la diversité culturelle.

- **Quels engagements prenez-vous face à la volonté de certains groupes de pression et de certains services de la Commission européenne de remettre en cause la copie privée ?**

La copie privée est une limitation légitime au monopole détenu par l'auteur sur son oeuvre. Le principe de cette exception a d'ailleurs été réaffirmé par la loi DADVSI. Celle-ci a établi un nouveau cadre juridique dans lequel une autorité de régulation des mesures techniques est chargée de veiller à ce que la mise en œuvre des mesures techniques de protection n'ait pas pour effet de priver les consommateurs de certaines exceptions légales au droit d'auteur, notamment la copie privée. Je souhaite que cet équilibre soit préservé.

- **Comment comptez-vous assurer la protection de la propriété intellectuelle à l'ère numérique ?**

Nous avons eu au moment du vote de la loi DADVSI un débat difficile sur cette question, et je me suis impliqué pleinement pour faire respecter le droit d'auteur et les droits voisins. La prochaine étape est maintenant d'évaluer cette loi d'ici la fin de l'année 2007, et en particulier l'applicabilité concrète des sanctions après l'annulation de la riposte graduée par le Conseil constitutionnel.

- **Ferez-vous de la baisse de la TVA applicable au téléchargement des œuvres audiovisuelles et cinématographiques sur Internet l'une de vos propositions ?**

La question de la lutte contre le piratage des œuvres culturelles sur Internet est une question globale qui doit être traitée à un échelon européen, sinon mondial. Je pense que la France sera parfaitement légitime en demandant à ses partenaires, ainsi que je le propose, de baisser la TVA applicable au téléchargement des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, afin d'inciter les internautes à recourir à des solutions légales et respectant le droit d'auteur et les droits voisins.

- **Estimez-vous utile de réformer la politique de subventionnement du spectacle vivant, et, le cas échéant, de promouvoir un nouveau mode d'action publique sur le modèle du CNC ?**

Je pense que le subventionnement du spectacle vivant est indispensable pour déceler de nouveaux talents, assurer le renouvellement des styles, permettre l'expression et la diffusion des œuvres difficiles. Mais je crois aussi que le modernisme et la nouveauté ne sont pas les seuls critères de l'esthétique. Pour rapprocher le public de la création contemporaine, je trouve que l'idée d'un nouveau « Centre national du théâtre », fonctionnant comme le CNC

dont le succès est incontestable, est bonne. Il répartira les aides en fonction de critères de diversité, de publics visés, et de succès auprès du public.

- **Quels mécanismes comptez-vous mettre en place pour favoriser l'exposition des œuvres sur de plus longues durées et la diffusion de la création contemporaine ?**

Il faut proposer aux théâtres subventionnés d'augmenter leur dotation en échange d'une exposition plus longue des œuvres et du choix de créations contemporaines. Par ailleurs, il faut favoriser la circulation des œuvres entre théâtre privé et théâtre public.

- **Comment comptez-vous relancer et développer l'éducation artistique et culturelle de la maternelle à l'université ?**

Il faut que le ministre de la Culture pèse beaucoup plus qu'aujourd'hui sur les programmes de l'Education nationale. D'une part, je propose que l'enseignement culturel et artistique à l'école soit beaucoup plus systématique et structuré, notamment par la création d'un enseignement d'histoire de l'art. D'autre part, la dimension culturelle des enseignements fondamentaux doit être davantage mise en valeur, qu'il s'agisse des lettres, de l'histoire ou des sciences.

- **Quelles actions entendez-vous mettre en œuvre pour permettre une meilleure prise en compte de la dimension et de la diversité culturelle dans la construction européenne et l'élaboration des directives communautaires comme dans les négociations internationales, en particulier à l'OMC ?**

Je suis résolument attaché à la diversité culturelle. La France et, sous son influence, l'Union européenne, se sont dotés d'instruments juridiques performants pour préserver les biens culturels de la seule logique du marché. Il faut absolument les garder et les conforter. L'adoption récente par l'Assemblée plénière de l'UNESCO de la Convention sur la diversité culturelle est d'ailleurs la consécration de cet engagement. Je l'appliquerai de manière stricte.

- **Comment pensez-vous pouvoir préserver l'existence et la permanence d'une industrie culturelle indépendante ?**

En passant d'une politique défensive à une politique offensive en matière de diversité culturelle et de rayonnement de la culture française à l'étranger. Cela suppose une utilisation plus efficace de notre budget de l'audiovisuel extérieur, ou l'orientation d'une partie des crédits issus du compte de soutien au cinéma en fonction des recettes à l'exportation. Je propose également la création de l'équivalent d'une Villa Médicis en Chine et aux Etats-Unis afin d'aider nos artistes à se faire connaître là où le monde change le plus vite.